

GG

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 48.502/2/V
DU 3 AOÛT 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Justice, le 5 juillet 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la Loi sur les armes, l'arrêté royal du 8 août 1994 relatif aux cartes européennes d'armes à feu et l'arrêté royal du 30 mars 1995 relatif au classement de certaines armes à air ou à gaz et modifiant l'arrêté royal du 20 septembre 1991 relatif aux armes de panoplie", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Comme l'indique le rapport au Roi, le projet d'arrêté contient diverses dispositions tendant à transposer dans le droit fédéral la directive 2008/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 modifiant la directive 91/477/CEE du Conseil relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes.

Il y a lieu, à cet égard, d'observer ce qui suit :

a) Le fonctionnaire délégué a communiqué au Conseil d'État un tableau indiquant, pour chacune des dispositions de la directive 2008/51/CE, soit les textes de droit interne qui, à son estime, en assurent déjà la transposition, soit les dispositions qui doivent encore être prises à cette fin - en particulier celles qui figurent dans le projet d'arrêté. Ce tableau est accompagné de quelques commentaires. En outre, le fonctionnaire délégué écrit ceci :

"il est à noter que notre nouvelle législation satisfait déjà à la plupart des dispositions de la directive telle que modifiée en 2008 et qu'il fallait surtout

.../...

combler certaines lacunes au niveau des enregistrements au RCA, ainsi que prévoir la gratuité de la carte européenne d'armes à feu".

Sans doute bon nombre de dispositions de la directive 2008/51/CE sont-elles transposées, soit d'ores et déjà par des textes en vigueur, soit par des dispositions figurant dans l'arrêté en projet.

Cependant, outre ce qui sera dit dans les observations particulières, ce dispositif ne suffit pas - ou, en tout cas, ne suffit pas de manière certaine - à assurer totalement la transposition de la directive 2008/51/CE.

Ainsi tout spécialement :

- la transposition de la directive 2008/51/CE n'est pas assurée pour plusieurs des définitions que celle-ci a insérées à l'article 1^{er} de la directive 91/477/CEE du Conseil du 18 juin 1991 relative au contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes.

L'on pense ainsi, pour ne prendre qu'un exemple significatif, à la définition nouvelle de l'"arme à feu" que la directive 2008/51/CE a insérée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, de la directive 91/477/CEE. On notera en particulier, à cet égard, que, dans la mesure où la notion d'"arme à feu" est utilisée à de nombreuses reprises dans la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes (ci-après : "la loi sur les armes" ¹⁾), il incombe au législateur d'intégrer dans cette loi la définition nouvelle qu'en donne le droit européen.

Le Conseil d'État ne peut suivre la thèse du fonctionnaire délégué tendant à suggérer qu'il ne serait pas nécessaire de modifier le droit interne pour transposer les dispositions de la directive 2008/51/CE introduisant de nouvelles définitions qui "ne se trouvent pas dans la loi", du fait que "les termes utilisés doivent être interprétés comme dans la directive". En effet, lorsqu'une directive définit une notion aux fins de sa mise en oeuvre, il incombe aux États membres de prendre les dispositions contraignantes nécessaires pour que cette définition puisse être appliquée en droit interne d'une manière suffisamment claire, précise et certaine pour les destinataires de la norme, et non pas seulement de déclarer que le droit interne est à interpréter conformément à la directive;

⁽¹⁾ Voir l'article 46 de cette loi.

- la loi du 24 mai 1888 portant réglementation de la situation du banc d'épreuves des armes à feu établi à Liège et les mesures prises pour son exécution ² contribuent sans conteste à transposer la disposition qui, à l'article 4, § 2, de la directive 91/477/CEE, inséré par la directive 2008/51/CE, impose le marquage des armes à feu.

La question se pose cependant de savoir si elles garantissent bien, avec le degré de certitude imposé par le droit européen, que, comme l'exige l'article 4, § 2, nouveau de la directive 91/477/CEE, chaque arme à feu est effectivement soumise, au moment de sa fabrication, à l'obligation de marquage que prescrit ce texte. Ceci mériterait d'être vérifié d'un point de vue technique. Quoi qu'il en soit, il s'indiquerait, en tout cas dans un souci de sécurité juridique, que le législateur modifie la loi du 24 mai 1888 pour éviter toute discussion ou ambiguïté sur ce point.

En outre, il conviendrait de revoir les textes en la matière pour consacrer, conformément à l'alinéa 3 de l'article 4, § 2, de la directive 91/477/CEE, inséré par la directive 2008/51/CE, l'obligation d'assurer le "marquage de chaque conditionnement élémentaire de munitions complètes";

- les dispositions qui, dans la loi sur les armes et l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant cette loi - avec, concernant ce dernier, les modifications qu'y apporte le projet d'arrêté -, organisent l'inscription des armes à feu dans le registre central des armes contribuent dans une large mesure à transposer l'article 4, § 4, alinéa 1^{er}, de la directive 91/477/CEE, inséré par la directive 2008/51/CE.

Toutefois, ces dispositions - qu'il s'agisse des dispositions existantes ou des modifications qu'y apporte le projet d'arrêté - ne reflètent pas à suffisance toutes les obligations qu'impose le texte européen : d'une part, elles sont en défaut de prescrire l'obligation de conserver durant au moins vingt ans les données figurant dans le registre; d'autre part, elles ne garantissent pas de manière systématique que celui-ci contient, pour chaque arme à feu enregistrée, toutes les données dont l'article 4, § 4, alinéa 1^{er}, de la directive 91/477/CEE impose la mention dans le registre.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence.

(2) Voir spécialement l'arrêté royal du 30 juin 1924 portant règlement général du banc d'épreuves des armes à feu établi à Liège.

b) En vue de se conformer à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, de la directive 2008/51/CE, l'arrêté en projet doit être introduit par un article 1^{er} nouveau indiquant que ledit arrêté transpose partiellement cette directive.

2. Le projet d'arrêté complète la liste des informations que contient le registre central des armes.

Il ne peut être perdu de vue qu'une liste exhaustive des informations que contient le registre central des armes est fixée par l'article 29 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi sur les armes.

Il conviendrait donc de compléter cette disposition pour tenir compte des dispositions nouvelles qu'introduit l'arrêté en projet.

Observations particulières

Préambule

Dans l'alinéa 1^{er} du préambule, compte tenu de ce qui sera dit dans l'observation sur l'article 8, il n'y a pas lieu de viser l'article 3, § 2, de la loi sur les armes.

Par contre, dans le même alinéa, outre l'article 35, 2/, 3/, 6/ et 7/, de la loi sur les armes, il convient de mentionner aussi l'article 12, alinéa 3, de cette loi, qui procure un fondement légal à plusieurs dispositions en projet.

Dispositif

Article 2

1. L'article 24, alinéa 1^{er}, en projet vise, notamment, l'hypothèse où une arme à feu est cédée à une personne qui n'est pas agréée comme collectionneur ou musée.

.../...

Le Conseil d'État n'aperçoit pas pourquoi, dans ce membre de phrase, il n'est pas fait mention des cas où une arme à feu est cédée à une personne qui n'est pas agréée à un autre titre en vertu de la loi sur les armes, en particulier en qualité d'armurier.

Le texte sera réexaminé et, le cas échéant, revu en conséquence.

2. Selon l'article 24, alinéa 2, en projet, le service armes du gouverneur, qui est chargé d'encoder dans le registre central des armes les données auxquelles se rapporte cette disposition, est tenu de vérifier "si aucune irrégularité n'a été commise".

Il résulte des explications du fonctionnaire délégué que l'intention des auteurs du texte est ce sens que les données recueillies ne peuvent être encodées au registre central des armes s'il apparaît qu'une irrégularité a été commise.

La question se pose de savoir s'il est bien pertinent et proportionné de prévoir que n'importe quelle irrégularité est de nature à empêcher que les données recueillies soient encodées au registre central des armes. Quid, par exemple, si l'irrégularité est établie dans le chef de celui qui cède l'arme à feu concernée, mais ne l'est pas dans le chef du cessionnaire ?

Le texte sera réexaminé et, le cas échéant, revu en conséquence.

Article 3

1. Le texte à l'examen est appelé à figurer dans le chapitre VIII de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 exécutant la loi sur les armes, lequel chapitre est relatif, selon les termes de son intitulé, aux "mesures destinées à la constatation des ventes et cessions des armes à feu et des munitions".

Or, le texte à l'examen règle des situations étrangères à l'hypothèse d'une cession d'armes à feu ou de munitions.

Il convient donc de l'insérer dans un chapitre distinct - qui pourrait être un chapitre nouveau - de l'arrêté royal du 20 septembre 1991.

2. Plusieurs dispositions contenues dans le texte à l'examen - figurant, en l'occurrence, à l'article 25, § 3, alinéa 1^{er}, et § 5, en projet - sont formulées en ce sens qu'elles tendent à fixer des cas dans lesquels une autorisation de détention d'une arme à feu doit ou peut être demandée.

Ce faisant, tantôt le projet d'arrêté confirme une solution résultant de la loi sur les armes ³, et tantôt il donne aux personnes qu'il vise la faculté de demander volontairement une autorisation dans des hypothèses dans lesquelles la loi ne prescrit pas l'obligation d'être titulaire d'une autorisation ⁴.

Ces dispositions sont critiquables.

En effet :

a) d'une part, il n'y a pas lieu pour le Roi de confirmer ou de rappeler dans un arrêté des solutions résultant de dispositions de nature législative;

b) d'autre part, la loi sur les armes fixe elle-même les cas dans lesquels la procédure d'autorisation de détention d'une arme à feu est applicable, et ne contient aucune disposition prévoyant - ou habilitant le Roi à prévoir - qu'un particulier puisse demander volontairement une autorisation dans des hypothèses qu'elle n'a pas prévues.

Le texte en projet sera revu en conséquence.

(3) Voir en ce sens :
- l'article 25, § 3, alinéa 1^{er}, 1/, en projet, en tant qu'il se rapporte à l'hypothèse où un chasseur, un tireur sportif ou un garde particulier qui perd cette qualité entend conserver une arme soumise à autorisation après la période de trois ans visée à l'article 13, alinéa 2, de la loi sur les armes;
- l'article 25, § 5, en projet.

(4) Voir en ce sens :
- l'article 25, § 3, alinéa 1^{er}, 1/, en projet, en tant qu'il se rapporte à l'hypothèse où un chasseur, un tireur sportif ou un garde particulier qui perd cette qualité entend conserver une arme soumise à autorisation avant l'expiration de la période de trois ans visée à l'article 13, alinéa 2, de la loi sur les armes;
- l'article 25, § 3, alinéa 1^{er}, 2/, en projet.

3. Les dispositions qui sont appelées à former le paragraphe 4 et le paragraphe 5 de l'article 25 de l'arrêté royal du 20 septembre 1991 prévoient la délivrance d'un "document modèle n/ 9" ⁵.

Ce document est destiné à être délivré dans l'hypothèse de la cession d'une arme à feu.

Or, comme indiqué dans l'observation n/ 1, la disposition à l'examen règle des situations étrangères à l'hypothèse d'une cession d'armes à feu.

Le projet d'arrêté sera revu en conséquence ⁶.

Article 5

1. L'obligation d'encodage d'un numéro d'identité national au registre central des armes que prévoit l'article 29/1 en projet est prescrite, d'après les termes de la première phrase de l'alinéa 1^{er}, pour "chaque arme à feu qui sera mise en circulation en Belgique". En outre, selon la troisième phrase de l'alinéa 1^{er}, "cette obligation ne vaut pas pour les armes qui sont exportées par le fabricant ou l'importateur après l'épreuve légale".

L'exception ainsi envisagée pour les armes qui sont exportées par le fabricant ou l'importateur après l'épreuve légale ne trouve aucun fondement dans les dispositions de la directive 91/477/CEE - en particulier l'article 4, § 1^{er} et § 4, alinéa 1^{er} - qui imposent l'enregistrement des armes à feu.

Le texte sera revu en conséquence.

(⁵) Le modèle de ce document est annexé à l'arrêté royal du 20 septembre 1991.

(⁶) Voir déjà, pour une observation analogue, l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat 41.204/2/V, donné le 6 septembre 2006 sur le projet devenu l'arrêté royal du 29 décembre 2006 exécutant certaines dispositions de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions et de la loi du 8 juin 2006 réglant des activités économiques et individuelles avec des armes (observation n/ 2, a), sur les articles 17 et 18 de ce projet d'arrêté).

2. Il résulte des explications du fonctionnaire délégué que le pouvoir que l'alinéa 4 de l'article 29/1 en projet donne au directeur du banc d'épreuves de déterminer quelles armes doivent lui être physiquement présentées est à exercer cas par cas.

Le texte gagnerait à mieux faire ressortir cette intention.

En outre, il conviendrait d'indiquer dans l'arrêté en projet les critères sur la base desquels le directeur du banc d'épreuves est chargé d'exercer le pouvoir qui lui est reconnu.

Article 8

L'article à l'examen a pour effet de rendre applicables aux armes factices, qui, par hypothèse, ne sont pas des armes à feu ⁷, diverses dispositions de la loi sur les armes - en l'occurrence les articles 5, 7 et 19, 2/ - conçues pour s'appliquer aux armes à feu.

Selon le fonctionnaire délégué, l'article à l'examen trouve son fondement légal dans l'article 3, § 2, de la loi sur les armes ⁸, plus particulièrement dans le 1/ de cette disposition, qui répute armes en vente libre, notamment, les armes factices "non soumises à une réglementation spéciale".

Force est toutefois de constater que l'article 3, § 2, 1/, de la loi sur les armes ne confère aucune habilitation au Roi, et notamment ne L'habilite pas à rendre applicables aux armes factices des dispositions de cette loi conçues pour s'appliquer aux armes à feu. En réputant armes en vente libre les armes factices "non soumises à une réglementation spéciale", cette disposition de la loi sur les armes n'a d'autre objet que d'indiquer que, si et tant qu'elles ne sont pas soumises à une réglementation spéciale - trouvant son fondement, par hypothèse, dans une autre disposition que l'article 3, § 2, 1/, de la loi sur les armes -, les armes factices sont réputées être en vente libre.

(7) Voir la définition de l'"arme factice" que donne l'article 2, 9/, de la loi sur les armes.

(8) Ceci explique la mention de cette disposition à l'alinéa 1er du préambule du projet d'arrêté.

Précédemment, une disposition spéciale de la loi sur les armes, qui formait son article 34, permettait au Roi d'étendre en tout ou en partie aux armes autres que les armes à feu - et donc notamment aux armes factices - l'application de certains articles de cette loi, en l'occurrence les articles 5 à 7, 10 à 22 et 33. Toutefois, sur la base du constat que cette disposition n'était pas admissible au regard des principes gouvernant les relations entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, la loi du 25 juillet 2008 l'a abrogée ⁹.

L'article à l'examen est donc dépourvu de fondement légal. En conséquence, il doit être omis.

⁽⁹⁾ Les développements de la proposition devenue la loi du 25 juillet 2008 contiennent le passage suivant :
"L'article 34 de la loi sur les armes habilite le Roi à étendre, en tout ou en partie, aux armes autres que les armes à feu, le champ d'application des articles 5 à 7, 10 à 22 et 33.
La proposition prévoit cependant de supprimer cet article. Nous estimons en effet que ces dispositions doivent être la prérogative du pouvoir législatif et nous nous inscrivons ainsi dans le prolongement du point de vue que le Conseil d'État a formulé dans son avis sur l'avant-projet de loi sur les armes : "La section de législation n'aperçoit pas comment les habilitations s'articulent. Plus fondamentalement, ces dispositions, en tant qu'elles permettraient au Roi d'étendre le champ d'application, voire, comme semble l'envisager l'article 35, d'en modifier l'objet, ne sont pas admissibles au regard des principes qui gouvernent les relations entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif" (cfr *Doc. parl.*, Chambre n/ 51-2263/1, p. 76)" (*Doc. parl.*, Chambre, 2007-2008, n/ 474/1, p. 12).

La chambre était composée de

Messieurs	M. HANOTIAU,	président de chambre,
	Ph. QUERTAINMONT,	conseillers d'État,
Mesdames	S. GUFFENS,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, premier auditeur-chef de section.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU

GG

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.502/2/V
VAN 3 AUGUSTUS 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 5 juli 2010 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de Wapenwet, het koninklijk besluit van 8 augustus 1994 betreffende de Europese vuurwapenpassen en het koninklijk besluit van 30 maart 1995 tot indeling van sommige gas- en luchtwapens en tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 september 1991 betreffende de wapens voor wapenrekken", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Zoals in het verslag aan de Koning wordt aangegeven, bevat het ontwerpbesluit verscheidene bepalingen die ertoe strekken richtlijn 2008/51/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 mei 2008 tot wijziging van richtlijn 91/477/EEG van de Raad inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens in het federale recht om te zetten.

.../...

In dat verband behoort het volgende te worden opgemerkt:

a) De gemachtigde ambtenaar heeft de Raad van State een tabel bezorgd waarin voor elke bepaling van richtlijn 2008/51/EG aangegeven wordt door welke teksten van intern recht ze volgens hem reeds omgezet zijn en welke bepalingen daartoe nog moeten worden aangenomen - in het bijzonder die welke in het ontwerpbesluit voorkomen. Bij die tabel staat enige commentaar. Voorts schrijft de gemachtigde ambtenaar het volgende:

"il est à noter que notre nouvelle législation satisfait déjà à la plupart des dispositions de la directive telle que modifiée en 2008 et qu'il fallait surtout combler certaines lacunes au niveau des enregistrements au RCA, ainsi que prévoir la gratuité de la carte européenne d'armes à feu".

Ongetwijfeld zijn reeds heel wat bepalingen van richtlijn 2008/51/EG omgezet, hetzij nu reeds door in werking getreden regelingen, hetzij door bepalingen die in het ontworpen besluit voorkomen.

Naast hetgeen in de bijzondere opmerkingen zal worden gesteld, dient evenwel te worden opgemerkt dat dit dispositief niet volstaat - of, hoe dan ook, niet stellig volstaat als volledige garantie voor de omzetting van richtlijn 2008/51/EG.

Zo is het heel in het bijzonder zo dat:

- de omzetting van richtlijn 2008/51/EG niet gegarandeerd is voor verscheidene definities die bij die richtlijn ingevoegd zijn in artikel 1 van richtlijn 91/477/EEG van de Raad van 18 juni 1991 inzake de controle op de verwerving en het voorhanden hebben van wapens.

Om slechts een betekenisvol voorbeeld te geven, wordt hierbij gedacht aan de nieuwe definitie van "vuurwapen", die bij richtlijn 2008/51/EG ingevoegd is in artikel 1, lid 1, van richtlijn 91/477/EEG. In dit verband dient in het bijzonder te worden opgemerkt dat doordat het begrip "vuurwapen" herhaaldelijk gebruikt wordt in de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens (hierna te noemen: "de wapenwet" ¹⁾), de wetgever de nieuwe definitie die het Europees recht daarvan geeft in die wet moet opnemen.

⁽¹⁾ Zie artikel 46 van deze wet.

De Raad van State kan zich niet aansluiten bij de stelling van de gemachtigde ambtenaar, die suggereert dat het niet noodzakelijk zou zijn het interne recht aan te passen met het oog op de omzetting van de bepalingen van richtlijn 2008/51/EG, waarbij nieuwe definities worden ingevoegd die niet in de wet voorkomen, doordat de gebezigde termen geïnterpreteerd dienen te worden zoals in de richtlijn. Wanneer een richtlijn een definitie geeft van een begrip met het oog op de tenuitvoerlegging ervan, dienen de lidstaten immers de dwingende bepalingen aan te nemen die noodzakelijk zijn wil die definitie in het interne recht toegepast kunnen worden op een wijze die duidelijk, precies en zeker genoeg is voor de adressaten van de rechtsregel, en mogen ze niet gewoon verklaren dat het interne recht overeenkomstig de richtlijn geïnterpreteerd dient te worden;

- de wet van 24 mei 1888 houdende regeling van de toestand der proefbank voor vuurwapens gevestigd te Luik en de maatregelen die genomen zijn ter uitvoering van die wet ², onbetwistbaar bijdragen tot het omzetten van de bepaling die, in artikel 4, lid 2, van richtlijn 91/477/EEG, ingevoegd bij richtlijn 2008/51/EG, het markeren van vuurwapens verplicht stelt.

De vraag rijst evenwel of ze wel garanderen, met de mate van zekerheid die het Europees recht vereist, dat zoals het nieuwe artikel 4, lid 2, van richtlijn 91/477/EEG vereist, elk vuurwapen bij de vervaardiging ervan onderworpen wordt aan de verplichte markering die bij die regeling is opgelegd. Het verdient aanbeveling dit uit technisch oogpunt na te gaan. Wat er ook van zij, het zou zinvol zijn, althans met het oog op de rechtszekerheid, dat de wetgever de wet van 24 mei 1888 wijzigt om elke discussie of dubbelzinnigheid op dit punt te voorkomen.

Bovendien zouden de regelingen ter zake herzien moeten worden om overeenkomstig artikel 4, lid 2, derde alinea, van richtlijn 91/477/EEG, ingevoegd bij richtlijn 2008/51/EG, de verplichting op te leggen om ervoor te zorgen "dat elke kleinste verpakkingseenheid van volledige munitie gemarkeerd wordt";

(2) Zie inzonderheid het koninklijk besluit van 30 juni 1924 houdende algemeen reglement der te Luik gevestigde wapenproefbank.

- de bepalingen die, in de wapenwet en in het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van die wet - met, wat dat besluit betreft, de wijzigingen die daarin worden aangebracht door het ontwerpbesluit - regelen op welke wijze de vuurwapens in het centraal wapenregister ingeschreven worden, in ruime mate bijdragen tot de omzetting van artikel 4, lid 4, eerste alinea, van richtlijn 91/477/EEG, ingevoegd bij richtlijn 2008/51/EG.

Die bepalingen - ongeacht of het gaat om reeds bestaande bepalingen dan wel om de wijzigingen die daarin bij het ontwerpbesluit worden aangebracht - geven evenwel niet voldoende alle verplichtingen weer die de Europese regeling oplegt: enerzijds wordt daarbij niet de verplichting opgelegd om de gegevens die in het register voorkomen gedurende ten minste twintig jaar bij te houden; anderzijds wordt daarbij niet op systematische wijze gegarandeerd dat dit register voor elk geregistreerd vuurwapen alle gegevens bevat die krachtens artikel 4, lid 4, eerste alinea, van richtlijn 91/477/EEG in het register vermeld moeten worden.

Het ontwerpbesluit behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

b) Met het oog op de naleving van artikel 2, lid 1, tweede alinea, van richtlijn 2008/51/EG, dient in het ontworpen besluit een nieuw artikel 1 te worden ingevoegd om te vermelden dat dit besluit die richtlijn gedeeltelijk omzet.

2. Het ontwerpbesluit vult de lijst met inlichtingen aan die in het centraal wapenregister worden opgenomen.

Er mag niet uit het oog worden verloren dat de exhaustieve lijst van de inlichtingen die in het centraal wapenregister worden opgenomen, vastgesteld is bij artikel 29 van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wapenwet.

Die bepaling zou dan ook aangevuld moeten worden om rekening te houden met de nieuwe bepalingen die bij het ontworpen besluit worden ingevoegd.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Gelet op hetgeen in de opmerking over artikel 8 zal worden gezegd, behoort in het eerste lid van de aanhef niet te worden verwezen naar artikel 3, § 2, van de wapenwet.

In datzelfde lid dient evenwel niet alleen te worden verwezen naar artikel 35, 2/, 3/, 6/ en 7/ van de wapenwet, maar ook naar artikel 12, derde lid, van die wet, dat rechtsgrond oplevert voor verscheidene ontworpen bepalingen.

Dispositief

Artikel 2

1. Het ontworpen artikel 24, eerste lid, heeft inzonderheid betrekking op het geval dat een vuurwapen wordt overgedragen aan een persoon die niet erkend is als verzamelaar of museum.

De Raad van State ziet niet in waarom in datzelfde zinsdeel geen sprake is van de gevallen dat een vuurwapen wordt overgedragen aan een persoon die krachtens de wapenwet niet erkend is in een andere hoedanigheid, inzonderheid als wapenhandelaar.

De tekst moet opnieuw onder de loep genomen worden en in voorkomend geval dienovereenkomstig herzien worden.

2. Volgens het ontworpen artikel 24, tweede lid, is de wapendienst van de gouverneur, die in het centraal wapenregister de gegevens in moet brengen waarop deze bepaling betrekking heeft, ertoe gehouden na te gaan "of er geen onregelmatigheden zijn gebeurd".

Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar blijkt dat het de bedoeling van de stellers van de tekst is dat de ingezamelde gegevens alleen in het centraal wapenregister mogen worden ingebracht als blijkt dat geen onregelmatigheden zijn geschied.

De vraag rijst of het wel pertinent en niet overdreven is te bepalen dat welke onregelmatigheid ook kan verhinderen dat de ingezamelde gegevens in het centraal wapenregister worden ingebracht. Wat moet er bijvoorbeeld gedaan worden als aangetoond is dat degene die het vuurwapen in kwestie overdraagt een onregelmatigheid begaan heeft maar zulks niet het geval is met de overnemer?

De tekst moet opnieuw onder de loep genomen worden en in voorkomend geval dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 3

1. Het is de bedoeling dat de voorliggende tekst deel gaat uitmaken van hoofdstuk VIII van het koninklijk besluit van 20 september 1991 tot uitvoering van de wapenwet, welk hoofdstuk, volgens de bewoordingen van het opschrift ervan, betrekking heeft op de "maatregelen met het oog op de vaststelling van de verkoop en de overdracht van vuurwapens of munitie".

In de voorliggende tekst worden evenwel situaties geregeld die niet vallen onder de noemer overdracht van vuurwapens of munitie.

Het moet dus in een afzonderlijk hoofdstuk van het koninklijk besluit van 20 september 1991 - dat een nieuw hoofdstuk zou kunnen zijn - worden opgenomen.

2. Verschillende, in de voorliggende tekst vervatte bepalingen - die *in casu* opgenomen zijn in het ontworpen artikel 25, §§ 3, eerste lid, en 5 - zijn zo gesteld dat ze strekken om gevallen te bepalen waarin een vergunning tot het voorhanden hebben van een vuurwapen moet of kan worden aangevraagd.

Zodoende wordt in het ontwerp van besluit nu eens een regeling bevestigd die voortvloeit uit de wapenwet ³, dan weer aan de personen waarop het betrekking heeft de mogelijkheid geboden om vrijwillig een vergunning aan te vragen in gevallen waarin de wet niet voorziet in de verplichting om houder te zijn van een vergunning ⁴.

Deze bepalingen zijn vatbaar voor kritiek.

Immers:

a) enerzijds is er geen reden dat de Koning in een besluit regelingen bekrachtigt of herhaalt die volgen uit bepalingen van wetgevende aard;

b) anderzijds stelt de wapenwet zelf de gevallen vast waarin de procedure inzake de vergunning tot het voorhanden hebben van een vuurwapen van toepassing is, en bevat ze geen bepaling waarin staat - of die de Koning machtigt te bepalen - dat een particulier vrijwillig een vergunning kan aanvragen in gevallen waarin deze bepaling niet heeft voorzien.

De ontworpen tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

3. De bepalingen die bestemd zijn om paragraaf 4 en paragraaf 5 van artikel 25 van het koninklijk besluit van 20 september 1991 te worden, voorzien in de afgifte van een "document model nr. 9" ⁵.

(3) Zie in deze zin:
- het ontworpen artikel 25, § 3, eerste lid, 1/, in zoverre het betrekking heeft op het geval waarin een jager, sportschutter of bijzondere wachter die deze hoedanigheid verliest, na verloop van de periode van drie jaar bedoeld in artikel 13, tweede lid, van de wapenwet, een vergunningsplichtig wapen wil behouden;
- het ontworpen artikel 25, § 5.

(4) Zie in deze zin:
- het ontworpen artikel 25, § 3, eerste lid, 1/, in zoverre het betrekking heeft op het geval waarin een jager, sportschutter of bijzondere wachter die deze hoedanigheid verliest, voor het verstrijken van de periode van drie jaar bedoeld in artikel 13, tweede lid, van de wapenwet, een vergunningsplichtig wapen wil behouden;
- het ontworpen artikel 25, § 3, eerste lid, 2/.

(5) Het model van dit document is als bijlage bij het koninklijk besluit van 20 september 1991 gevoegd.

Het is de bedoeling dat dit document wordt afgegeven in het geval van overdracht van een vuurwapen.

Zoals aangegeven in opmerking nr. 1, regelt de onderzochte bepaling echter situaties die niets te maken hebben met de overdracht van vuurwapens.

Het ontwerp van besluit moet dienovereenkomstig worden herzien ⁶.

Artikel 5

1. De verplichting om in het centraal wapenregister een nationaal identiteitsnummer in te brengen, waarin het ontworpen artikel 29/1 voorziet, wordt, luidens de bewoordingen van de eerste zin van het eerste lid, voorgeschreven, voor "elk vuurwapen dat in België in omloop zal worden gebracht". Bovendien geldt volgens de derde zin van het eerste lid, "deze verplichting (...) niet voor wapens die na de wettelijke proef door de fabrikant of de invoerder worden uitgevoerd".

De aldus beoogde uitzondering voor wapens die na de wettelijke proef door de fabrikant of de invoerder worden uitgevoerd, vindt geen rechtsgrond in de bepalingen van richtlijn 91/477/EEG - inzonderheid artikel 4, lid 1, en lid 4, eerste alinea - die de registratie van vuurwapens opleggen.

De tekst behoort dienovereenkomstig te worden herzien.

2. Uit de uitleg van de gemachtigde ambtenaar volgt dat de bevoegdheid die het vierde lid van het ontworpen artikel 29/1 verleent aan de directeur van de proefbank voor vuurwapens om te bepalen welke wapens hem "fysiek" moeten worden voorgelegd, geval per geval moet worden onderzocht.

⁽⁶⁾ Zie reeds, voor een soortgelijke opmerking, advies 41.204/2/V, gegeven op 6 september 2006 over het ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 29 december 2006 tot uitvoering van sommige bepalingen van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapenen en op de handel in munitie en van de wet van 8 juni 2006 houdende regeling van economische en individuele activiteiten met wapens (opmerking nr. 2, a), over de artikelen 17 en 18 van dit ontwerp van besluit).

Het verdient aanbeveling in de tekst deze bedoeling duidelijker tot uiting te laten komen.

Bovendien zou in het ontworpen besluit moeten worden aangegeven op basis van welke criteria de directeur van de proefbank ermee belast is de hem toegekende bevoegdheid uit te oefenen.

Artikel 8

Het voorliggende artikel heeft tot gevolg dat verscheidende bepalingen van de wapenwet - *in casu* de artikelen 5, 7 en 19, 2/ - die opgevat zijn om op vuurwapens van toepassing te zijn, toepassing vinden op namaakwapens, die per definitie geen vuurwapens zijn ⁷.

Volgens de gemachtigde ambtenaar vindt het onderzochte artikel rechtsgrond in artikel 3, § 2, van de wapenwet ⁸, meer bepaald in onderdeel 1/ van deze bepaling, dat meer bepaald namaakwapens "waarvoor geen bijzondere regeling geldt" als vrij verkrijgbare wapens beschouwt.

Op te merken valt evenwel dat artikel 3, § 2, 1/, van de wapenwet aan de Koning geen enkele machtiging verleent, inzonderheid niet om bepalingen van deze wet die opgevat zijn om op vuurwapens van toepassing te zijn, van toepassing te verklaren op namaakwapens. Door namaakwapens "waarvoor geen bijzondere regeling" geldt als vrij verkrijgbare wapens te beschouwen, heeft deze bepaling van de wapenwet geen andere bedoeling dan aan te geven dat namaakwapens, indien en voor zover daarvoor geen bijzondere regeling geldt - die, per definitie, rechtsgrond vindt in een andere bepaling dan artikel 3, § 2, 1/, van de wapenwet -, als vrij verkrijgbare wapens worden beschouwd.

⁽⁷⁾ Zie de definitie van "namaakwapen" die artikel 2, 9/, van de wapenwet geeft.

⁽⁸⁾ Dit verklaart de vermelding van deze bepaling in het eerste lid van de aanhef van het ontwerp van besluit.

Voordien machtigde een bijzondere bepaling van de wapenwet, die artikel 34 ervan vormde, de Koning om de toepassing van sommige artikelen van deze wet, *in casu* de artikelen 5 tot 7, 10 tot 22 en 33, geheel of gedeeltelijk uit te breiden tot andere wapens dan vuurwapens - en dus inzonderheid tot namaakwapens. Op basis echter van de vaststelling dat deze bepaling niet aanvaardbaar was in het licht van de beginselen die voor de verhoudingen tussen de wetgevende macht en de uitvoerende macht gelden, heeft de wet van 25 juli 2008 ze opgeheven ⁹.

Het onderzochte artikel heeft dus geen rechtsgrond. Het dient bijgevolg te vervallen.

⁽⁹⁾ De toelichting bij het voorstel dat heeft geleid tot de wet van 25 juli 2008 bevat de volgende passage:
"Artikel 34 van de wapenwet verleent de Koning de bevoegdheid de toepassing van de bepalingen van de artikelen 5 tot 7, 10 tot 22 en 33 geheel of gedeeltelijk uit te breiden tot andere wapens dan vuurwapens. Het voorstel voorziet evenwel in de schrapping van deze bepaling omdat het van oordeel is dat deze bepalingen het prerogatief van de wetgevende macht dienen te zijn en komt dienaangaande tegemoet aan de visie die de Raad van State hierover heeft uiteengezet in zijn advies over het voorontwerp van wapenwet: «Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk hoe die machtigingen op elkaar zullen worden afgestemd. Fundamenteler is dat die bepalingen, in zoverre zij de Koning machtigen om het toepassingsgebied van de wet uit te breiden en zelfs, zoals in artikel 35 lijkt te worden bepaald, het onderwerp ervan te wijzigen, niet aanvaardbaar zijn in het licht van de beginselen die voor de verhoudingen tussen de wetgevende macht en de uitvoerende macht gelden» (zie Kamer, DOC 51 2263/001, blz. 77)."(*ParL. St.*, Kamer 2007-2008, nr. 474/1, 12).

De kamer was samengesteld uit

de Heren	M. HANOTIAU,	kamervoorzitter,
	Ph. QUERTAINMONT,	staatsraden,
de Dames	S. GUFFENS,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE, staatsraad.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE

M. HANOTIAU